



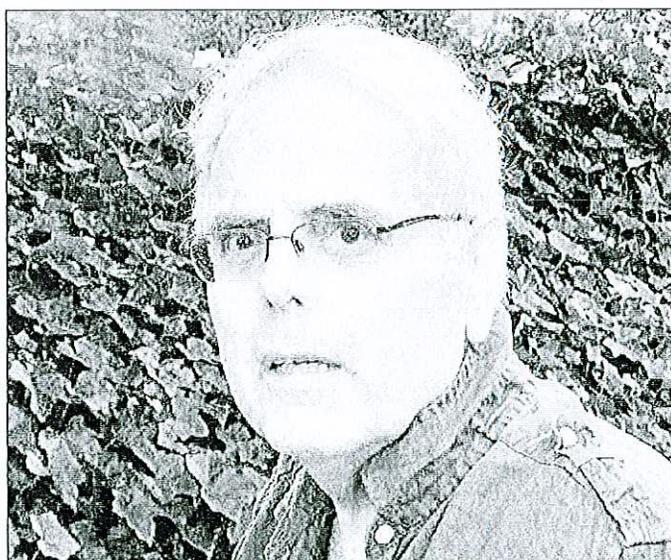
L'Agefi  
1002 Lausanne  
021/ 331 41 41  
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Magazines populaires  
Tirage: 10'000  
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 844.3  
N° d'abonnement: 844003  
Page: 14  
Surface: 97'858 mm<sup>2</sup>

SÉLECTION

## L'incapacité de l'Etat à promouvoir la croissance



JAN MAREJKO, PHILOSOPHE

«On parle beaucoup  
de libéralisme.  
Mais cette philosophie  
est encore  
très mal connue.»



L'Agefi  
1002 Lausanne  
021/ 331 41 41  
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Magazines populaires  
Tirage: 10'000  
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 844.3  
N° d'abonnement: 844003  
Page: 14  
Surface: 97'858 mm<sup>2</sup>

Profondément attaché aux fondements du libéralisme, Jan Marejko ne comprend pas la défiance actuelle de l'économie de marché. Dans son livre «Le libéralisme est mort, vive le libéralisme!» (Editions Slatkine), il analyse les difficultés qui se présentent une fois admise la nécessité d'une économie de marché, notamment celles liées à la disparition des valeurs. Cherchant le sens de la justice, de la liberté, de l'équité dans le monde de l'économie, Jan Marejko estime que dans le actuel, le libéralisme n'offre pas de réponses toutes faites. Extraits.

**L**a question du protectionnisme pour l'économie européenne est à nouveau l'ordre du jour. Certains recommandent même un rétablissement des frontières douanières d'antan, voire l'abandon de l'euro, symbole de cette candeur technocratique qui a fait croire à l'établissement d'une paix éternelle par la régulation du commerce. Cette candeur a aujourd'hui disparu. D'énormes difficultés sont apparues dont on devine qu'elles ne seront pas surmontées par quelques tour de vis. Ce ne seront donc pas des sparadraps dans la gestion de la finance internationale qui nous donneront une solution.

D'autant que les institutions financières mises en place après la Deuxième guerre mondiale, se révèlent de plus en plus impuissantes. Longtemps, on a cru à des restructurations capables d'améliorer la situation d'un pays sans passer par la politique. Aujourd'hui, personne ne peut sérieusement y croire. A la question que nous avons posée au début de ce chapitre, à savoir si la puissance publique a encore un rôle à jouer, la réponse est positive, surtout lorsqu'il s'agit des plus pauvres. Nous ne les soutiendrons pas en apportant des dollars dans nos sacs à dos. Ils ont besoin de banques, d'instituts financiers, de réseaux d'investisseurs. Or rien de cela ne peut se faire sans la garantie, la force, la puissance de l'Etat, ne serait-ce

que parce que lui seul peut défendre efficacement la propriété privée. Les marchés et mécanismes financiers, à eux seuls, ne permettront jamais d'affronter le défi de la pauvreté. Nous sommes en train de revenir à une politique classique où l'on ne pourra plus ignorer le rôle de la force dans la création d'infrastructure permettant le développement. Le problème est que cette force reste essentiellement nationale alors qu'elle devrait être internationale.

Quoi que l'on pense du rôle de la puissance publique dans les mécanismes économiques, il est donc évident que cette puissance ne va pas diminuer. Quant à savoir quel rôle elle jouera exactement sur les marchés financiers, les systèmes bancaires, les budgets de l'Etat ou des entreprises, personne ne peut encore le dire. Mais sa montée en puissance va se faire si nous voulons une politique de développement. L'Etat va à nouveau intervenir dans l'économie. Tout ce qu'on peut espérer est qu'il le fasse avec moins de maladresse que par le passé et qu'il agisse avec une dose, même limitée, de multilatéralisme.

On parle beaucoup de libéralisme mais, en réalité, cette philosophie est encore très mal connue. On l'a confondue avec une sorte d'euphorie liée à une foi naïve en une croissance perpétuelle et un monde définitivement pacifié. En réalité, la philosophie libérale n'a rien à voir avec cette utopie.

Le libéralisme a bien plutôt voulu, d'une part, réduire considérablement l'étendue de la puissance publique sur les diverses activités humaines, et, d'autre part, il a insisté sur l'importance de cette puissance pour autant qu'elle se cantonne dans son rôle, à savoir le maintien de l'ordre public et, si possible, la paix entre les nations. C'est un peu compliqué: d'un côté, les libéraux veulent augmenter la puissance publique pour le maintien de l'ordre public national et international - de l'autre, ils veulent limiter cette puissance autant que possible en lui assignant deux tâches et seulement deux. Celle de maintenir l'ordre à l'intérieur du pays et le défendre contre ses ennemis. Il ne vise pas à contrôler les citoyens. Au contraire, il les veut libres et autonomes. Pour un libéral, la puissance publique garde son importance, car le conflit des volontés ne disparaîtra jamais. Une instance politique et non seulement juridique est nécessaire pour trancher dans ces conflits, soit au plan intérieur (police et justice), soit dans les relations interétatiques (diplomatie - armée).

Bien entendu, le réalisme libéral

LES LITANIES SUR LES  
CONDITIONS CADRES  
SONT LASSANTES.  
TANT UNE SORTIE  
DE CONSENSUS MOU  
S'EST FAIT DE LA



L'Agefi  
1002 Lausanne  
021/ 331 41 41  
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Magazines populaires  
Tirage: 10'000  
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 844.3  
N° d'abonnement: 844003  
Page: 14  
Surface: 97'858 mm<sup>2</sup>

GAUCHE À LA DROITE  
SUR LA NÉCESSITÉ  
POUR UNE COLLECTIVITÉ  
DONNÉE D'AVOIR UNE  
PUISSANCE QUI LIMITE  
LES MONOPOLES,  
GARANTISSE  
LA CONCURRENCE  
ET IMPOSE UN MINIMUM  
DE JUSTICE SOCIALE.

-----

n'incline ni au bellicisme ni à une apologie d'un ordre absolu garanti par une police toute-puissante. Il s'agit seulement de mettre en place des mécanismes permettant d'éviter ou de limiter les guerres, sans jamais se faire d'illusions sur la possibilité qu'elle disparaissent à jamais. Quant à ce qui concerne l'ordre public, personne n'est plus méfiant qu'un libéral envers la mise en place de mécanismes qui garantiraient une sécurité absolue. Pour lui, il faut distinguer entre un poupon et un citoyen.

Avouons-le, les litanies sur les conditions cadres sont lassantes, tant une sorte de consensus mou s'est fait, de la gauche à la droite, sur la nécessité, pour une collectivité donnée, d'avoir une puissance qui limite les monopoles, garantisse la concurrence et impose un minimum de justice sociale. Il est vrai que, parfois, on va un peu plus loin: la gauche dénonce la soumission de l'État à l'économie, tandis que, à l'inverse, la droite se félicite de voir l'État limité par l'économie. Pour sortir de ces lieux communs, il faut encore dire quelques mots sur la nature de l'État et de l'économie moderne.

La première chose à considérer est que, dès l'émergence de la philosophie politique de Montes-

quieu, l'État a été perçu comme une puissance à laquelle il fallait trouver des contrepoids. Comment ne pas être impressionné par la perspicacité de ce philosophe qui a vu que ce n'étaient ni un monarque, ni les prêtres, ni même le peuple qui pourraient faire régner la liberté? Pour lui, ce règne serait établi par des élections à intervalles réguliers et un système de contrepouvoirs capables d'empêcher la montée en toute-puissance de quelque groupe, clan ou classe que ce soit. Dans le Nouveau monde, James Madison a repris cette idée de Montesquieu que si un changement politique consiste à remplacer une souveraineté royale par une souveraineté populaire, il ne faut rien en attendre. On ne peut être davantage aux antipodes d'un Rousseau pour qui le peuple est une instance suprême. En théorie, seuls des contrepouvoirs pourront garantir la liberté. Dans la pratique, les choses n'ont malheureusement pas du tout suivi cette belle théorie. Mais n'entrons pas ici dans une discussion historique. L'essentiel, surtout dans une perspective libérale, est de mettre en place un système qui empêche un pouvoir, quel qu'il soit, fût-il celui du peuple, de devenir tout-puissant. Cette perspective, aujourd'hui, est des plus pertinentes qu'il s'agisse des Nations Unies ou de l'Union Européenne.

Cette réaffirmation du libéralisme à la Montesquieu est plus importante aujourd'hui que jamais car on perçoit, dans la presse, les médias et les conférences internationales, la quête d'un pouvoir légitimé par ces avatars du droit divin que sont les droits de l'homme, leur capacité à faire régner la paix, leur habileté à instaurer partout

la justice sociale. Une telle quête n'a rien à voir avec une philosophie libérale.

En résumé, des constructions politico-juridiques comme les Nations Unies ou l'Union Européenne paraissent bien reposer sur quelque légitimité comme la paix ou le respect des individus. Mais au vu des résultats de ces constructions politiques, on reste sceptique. Elles restent des organisations pleines de bonne volonté mais sans dimension politique, c'est-à-dire sans pouvoir. Or en l'absence de structure politique, on bascule non seulement dans l'inaction mais aussi dans la pauvreté.

Avouons-le, la situation des rapports entre économie et puissances publiques, qu'elles soient nationale ou internationale, présente une extraordinaire complexité. Nous n'avons pas affaire à un régime libéral puisque ni l'ONU ni l'Union européenne n'ont de véritable contrepouvoirs. En outre, ces organisations n'ont évidemment pas de légitimité traditionnelle comme c'était le cas dans les régimes prérévolutionnaires. Certes, comme tout Etat elles se prétendent au service du bien-être des peuples et donc de la croissance. Mais si la libération des forces productives exige une structure politique forte capable d'exercer un véritable pouvoir, on ne voit pas comment ces organisations pourraient la promouvoir. Ces questions soulèvent des problèmes dont nous n'avons pas la solution. Elles se posent en Europe dès le XVIII<sup>e</sup> siècle où Montesquieu, pressant l'effritement de la puissance religieuse sur la puissance publique, ne voit pas d'autre solution à la nécessaire limitation de cette puissance que la séparation des pouvoirs. D'au-



L'Agefi  
1002 Lausanne  
021/ 331 41 41  
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Magazines populaires  
Tirage: 10'000  
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 844.3  
N° d'abonnement: 844003  
Page: 14  
Surface: 97'858 mm<sup>2</sup>

tres, comme Jean-Jacques Rousseau, feront plutôt appel à la volonté générale comme contrepoids à cette puissance. Et d'autres enfin, verront dans le développement d'une économie de

**LA CROISSANCE  
ÉTAIT ENCORE  
NOTRE RELIGION  
IL Y A UNE TRENTAINE  
D'ANNÉES.  
PROMETTANT CE  
QU'ONT PROMIS TOUTES  
LES RELIGIONS:  
LE DÉPASSEMENT  
DES LIMITES DE LA  
CONDITION HUMAINE.**

marché une dynamique propre à effectuer cette limitation, même, à la belle époque de l'Etat-providence, puissance publique et économie s'entendaient comme larrons en foire pour stimuler la croissance. En matière de limitation du pouvoir de l'Etat, il reste encore une quatrième possibilité, réactualisée aujourd'hui par le succès et la diffusion de l'Islam, celle de voir l'Etat se soumettre à nouveau, et dans une certaine mesure, au pouvoir religieux. Mais en Europe, cette possibilité a pratiquement été abandonnée depuis deux siècles. Il n'est pas impossible qu'elle réapparaisse un jour, mais cela ne se produira pas dans un proche avenir. Il ne reste donc, fondamentalement, que deux manières d'empêcher le pouvoir de s'étendre au-delà de sa sphère propre: opposer le pouvoir au pouvoir, à la manière de Montesquieu – limiter le pouvoir en développant l'économie de marché. On dira que

c'est faire bien peu de cas de la volonté générale, c'est-à-dire de la démocratie. Oui, si l'on entend par démocratie le pouvoir des masses en révolte ou en croisade – non, si l'on entend par démocratie séparation des pouvoirs et élections périodiques. Or, la démocratie par le pouvoir des masses en révolte ou en croisade n'est pas une option que nous puissions retenir: il ne reste donc deux options pour limiter la puissance publique: séparation des pouvoirs, élections régulières et développement des forces productives indépendamment ou relativement indépendamment des interventions de l'Etat. Le problème est que comme ce développement, aujourd'hui, se sépare de plus en plus de la puissance publique, on ne voit plus très bien où se situe sa légitimité. Il ne promet plus la croissance, il est dilué dans la mondialisation et, après s'est fait le collaborateur de la libération des forces productives, il a abandonné son rôle de gardien des valeurs. L'Etat, aujourd'hui, est en crise, parce qu'il n'est plus capable de promouvoir la croissance économique qu'il a su stimuler après 1945 et qu'il s'en remet de plus en plus à des organisations supranationales. Il y a encore une trentaine d'années, on pouvait croire que la promotion d'un meilleur niveau de vie pour toute la planète était un objectif réalisable à court ou moyen terme. La croissance était encore notre religion, promettant ce qu'ont promis toutes les religions: le dépassement des limites de la condition humaine. Elle reste encore telle dans les discours publics. Moins dans les cœurs. Aujourd'hui, nous avons des doutes.

## TOP 5 DES VENTES ÉCONOMIE-FINANCE

**PAYOT**  
L I B R A I R I E

Cinq meilleures ventes  
de la semaine dernière  
dans l'ensemble du réseau

- 1. La fin du dollar: comment le billet vert est devenu...**  
Myret Zaki  
Favre
- 2. La banque: comment Goldman Sachs dirige le monde**  
M. Roche  
Points Seuil
- 3. 20 ans d'aveuglement: l'Europe au bord du gouffre**  
Les Economistes atterrés  
Les Liens qui libèrent
- 4. La bourse pour les nuls**  
G. Horny  
First Editions
- 5. Guérir vos investissements: une histoire que votre banquier ne vous racontera jamais**  
A. Arnäck, T.Pavitt  
Slatkine

# L'AGEFI



L'Agefi  
1002 Lausanne  
021/ 331 41 41  
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Magazines populaires  
Tirage: 10'000  
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 844.3  
N° d'abonnement: 844003  
Page: 14  
Surface: 97'858 mm<sup>2</sup>

*Jan Marejko est un écrivain, philosophe, journaliste et essayiste vivant à Genève. Ancien chercheur au Fonds national suisse de la recherche scientifique, il a également été professeur de philosophie et a collaboré à l'agence de communication RoCHAT & Partners. Il a été journaliste à L'Agefi et collaboré comme chroniqueur à l'émission Grand Huit de la SSR depuis 2005. Engagé en politique dans le parti libéral suisse, il a été président du Cercle libéral de 1993 à 1995. Conseiller municipal libéral à la Ville de Genève de janvier 1994 à octobre 1999. Il a obtenu un doctorat ès lettres de l'Université de Genève (1980).*



**JAN MAREJKO**  
«Le libéralisme est mort, vive le libéralisme».  
Editions Slatkine. Parution le 6 septembre.  
230 pages.